



# LES ECHOS DE LA CITE



Bulletin mensuel d'information du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale - UNOCA • N° 21 • Octobre 2013

## LUTTE CONTRE LA LRA | L'ONU ET L'UA ENCOURAGENT LES COMBATTANTS A DEPOSER LES ARMES



La délégation conjointe ONU/Union africaine lors des consultations avec le Chef d'Etat de la transition, M. Michel Djotodia © UNOCA/Norbert N. Ouendji

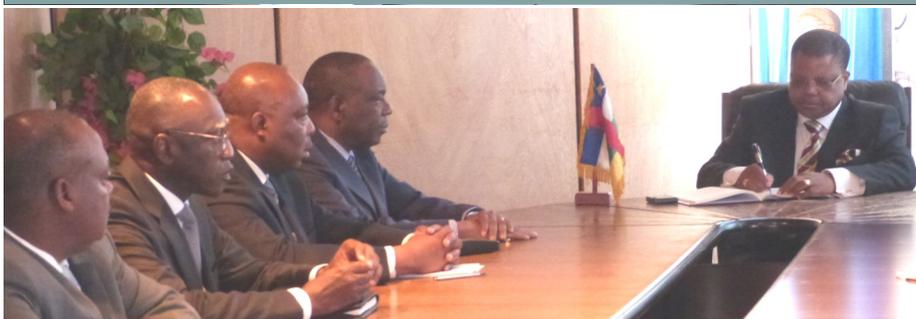
**A** l'issue de leur mission conjointe à Bangui (République Centrafricaine) et à Juba (Soudan du Sud) du 31 octobre au 1er novembre, MM. Francisco Madeira, Envoyé spécial de l'UA pour la LRA, et Abou Moussa,

simplement abandonner Joseph Kony, leader de la LRA, que nous invitons aussi, une fois de plus, à déposer les armes », souligne M. Abou Moussa. « Nous sommes conscients que ces femmes et enfants ont été enrôlés de manière forcée par les

que des points de contact et de rassemblement existent dans les zones susceptibles d'abriter la LRA. Ce message est particulièrement important, compte tenu des informations reçues lors de différentes réunions à Bangui et relatives à la volonté exprimée par certains combattants de la LRA de faire défection, notamment à Nzako, dans le Sud-est de la RCA. Même si les chiffres initialement donnés par les autorités de la transition (plus d'un millier) ne concordent pas avec ceux des ONG travaillant sur le terrain (une vingtaine), les Nations Unies et l'UA estiment qu'il faudrait continuer à suivre l'évolution de la situation avec beaucoup d'attention. « Nous sommes prêts à intervenir, le moment venu, avec l'aide des partenaires internationaux et des organisations humanitaires, pour assurer la prise en charge des personnes concernées », insistent MM. Madeira et Moussa, encourageant le gouvernement centrafricain à poursuivre « ses efforts considérables » dans la lutte contre la LRA, malgré la crise profonde qui secoue le pays depuis décembre 2012.



L'ONU et l'UA ont apprécié la mobilisation des ONG ainsi que leur rôle dans la lutte contre la LRA



Le Premier ministre de la transition, M. Nicolas Tiangaye, pour un Sommet régional sur la LRA

Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), ont lancé un appel afin que les combattants de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) encore en brousse renoncent à leurs activités et retrouvent une vie normale.

« Nous leur demandons d'être réceptifs aux messages qui leur parviennent par divers canaux concernant la nécessité de contribuer à la création des conditions favorables au retour à la paix et à la sécurité en RCA. Pour cela, ils doivent tout

commandants de la LRA. Nous leur disons de ne pas avoir peur de quoi que soit. En cas de renonciation, ils seront bien accueillis, leur sécurité sera garantie et des discussions seront engagées pour organiser leur réinsertion sociale ou leur réinstallation », ajoute M. Francisco Madeira, rappelant que des mécanismes ont été mis en place à cet effet, y compris le dispositif de Désarmement, démobilisation, réinsertion (DDR).

### Prêts à intervenir

Dans ce sens, les Nations Unies et l'UA précisent

Les échanges avec MM. Nicolas Tiangaye et Michel Djotodia, respectivement Premier ministre et Chef d'Etat de la transition, ont permis d'apprécier leur volonté affichée d'adhérer à cette cause et de faciliter les missions de la Force régionale d'intervention de l'UA chargée de traquer Joseph Kony et ses éléments. Ils ont évoqué la nécessité d'organiser un Sommet régional devant regrouper les leaders des pays affectés pour discuter de la question et donner un nouvel élan à la mise en œuvre de l'Initiative de coopération régionale de l'Union africaine pour l'élimination de la LRA. Soutenue par les Nations Unies, cette Initiative est sur les bons rails depuis son lancement officiel à Juba en mars 2012, même s'il faut renforcer ses capacités opérationnelles pour garantir un fonctionnement optimal.

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix RCA (BINUCA), le General Babacar Gaye, a pris part à ces différentes réunions. Toute son équipe s'est également déployée pour faciliter la mission de la délégation conjointe à Bangui.

**« En cas de renonciation, les éléments de la LRA seront bien accueillis, leur sécurité sera garantie et des discussions seront engagées pour organiser leur réinsertion sociale ou leur réinstallation »**

**RCA : les autres temps forts de la mission conjointe ONU/Union africaine en images**

En dehors des ONG, du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Centrafrique (BINUCA) et des autorités de la transition, la délégation de l'ONU et de l'UA a également rencontré les représentants de l'Union européenne, de la France (1), le groupe des ambassadeurs africains (2) et les responsables de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale / CEMAC(3).



## Soudan du Sud : le nouveau gouvernement toujours engagé



L'Ambassadeur Charles Manyang d'awol, Vice-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, a rassuré l'ONU et l'UA quant au soutien du gouvernement © UNOCA/Ouendji



Les échanges d'information avec les collègues de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud ont été riches © UNOCA/Norbert N. Ouendji

**A**près Bangui, la mission conjointe ONU/UA s'est rendue à Juba (Soudan du Sud) le 1er Novembre. Elle a eu une séance de travail avec la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (UNMISS) puis avec un officiel du gouvernement. L'Ambassadeur Charles Manyang d'awol, Vice-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a indiqué que les autorités sud soudanaises restent engagées dans la lutte contre la LRA, bien que celle-ci ne constitue plus une réelle menace pour le pays. La nouvelle équipe gouvernementale mise en place en juillet/août continuera donc la bonne collaboration avec l'ONU et l'UA.

### Motif de satisfaction

Dans ce contexte, l'Ambassadeur Charles Manyang d'awol a noté que si les informations sur les défections annoncées dans le Sud-est de la RCA étaient confirmées, cela constituerait un motif de satisfaction supplémentaire et un tournant décisif dans la détermination des uns et des autres à conjuguer leurs efforts pour mettre fin aux atrocités de ce groupe armé.

Le Soudan du Sud dispose de 500 éléments dans la Force régionale d'intervention de l'Union africaine chargée de traquer Joseph Kony, leader de la LRA, et de stopper ses activités meurtrières. Il avait promis de porter ce nombre à 1000 hommes, réaffirmant ainsi son engagement dans cette cause.

De sources concordantes, Joseph Kony, dont la présence était soupçonnée à Kafia Kingui (entre le Soudan et le Soudan du Sud), aurait quitté cette zone.

*Le Soudan du Sud dispose de 500 éléments dans la Force régionale d'intervention de l'Union africaine chargée de traquer Joseph Kony, leader de la LRA, et de stopper ses activités meurtrières. Il avait promis de porter ce nombre à 1000 hommes, réaffirmant ainsi son engagement dans cette cause.*

**Sensibilisation au Parlement européen**

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, M. Abou Moussa, a pris part, le 2 octobre à Bruxelles, à une conférence organisée par le Parlement européen et le Réseau européen pour l'Afrique centrale, sur les enjeux sécuritaires de la LRA. Par ailleurs, le 4 octobre, à l'initiative des principaux Points focaux sur la LRA de l'Union européenne et du Département d'Etat américain, il a participé au Groupe international de travail sur la LRA. Ces activités ont permis de renforcer la réflexion et la sensibilisation sur les efforts régionaux et internationaux en faveur de la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA).

Le Chef de l'UNOCA, qui était accompagné de Sherwin Das, Conseiller politique, a saisi ces occasions pour rappeler les actions que mènent les Nations Unies pour mettre fin à la menace de la LRA. Il a également eu des réunions avec plusieurs partenaires, dont l'Envoyé spécial de l'Union africaine pour la LRA, M. Francisco Madeira. Ils ont évoqué, entre autres, la nécessité d'entreprendre une nouvelle mission conjointe dans les zones affectées par la LRA.

**11, RUE DES COLONIES - BRUXELLES : A COEUR OUVERT AVEC "NOTRE AFRIK"**

Photo Notre Afrik

En marge de la réunion organisée au Parlement européen sur la LRA, M. Abou Moussa a rendu visite, le 3 octobre, à *Notre Afrik*, un mensuel panafricain basé à Bruxelles. Dans une interview dense, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de l'UNOCA évoque la crise centrafricaine, la situation à l'Est de la RDC et, évidemment, la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur, un « groupe terroriste » dirigé par Joseph Kony. Cet homme est « très dangereux », confie M.

Abou Moussa, expliquant que son arrestation constitue l'une des priorités des Nations Unies, qui plaident pour « la cause humanitaire afin que les populations puissent vivre normalement ».

Comment parvenir à cette fin ? « Je pense que nous allons pouvoir le faire à l'intérieur de l'Initiative de coopération régionale pour l'élimination de la LRA mise en place par l'Union africaine. Dans ce cadre, elle est en effet en train de mobiliser 5 000 hommes fournis par les pays affectés (RCA, RDC, Ouganda et Soudan du Sud, Ndlr), dont un peu plus de 3 000 sont déjà sur le terrain. Il y a donc cette action militaire en cours, et aussi une action humanitaire, dans la mesure où nous prônons la défection des combattants de la LRA ».

Interview intégrale à lire dans l'édition de *Notre Afrik* du mois de Novembre.

**LRA : plaidoyer des ONG pour un accroissement de l'aide de la communauté internationale**

Photo - LD/Invisible Children

A Bruxelles, des organisations non gouvernementales (nationales et internationales) ont, une fois de plus, montré leur détermination à continuer à faire le plaidoyer afin que la lutte contre la LRA reste au cœur des préoccupations de la communauté internationale. Plusieurs membres de la société civile en provenance de la Grande Bretagne, de la France, de la Pologne, de l'Ecosse, des Pays-Bas, de la Belgique, des Etats-Unis et de l'Allemagne y ont fait le déplacement, à leurs frais, pour exhorter l'Union européenne à accroître son aide financière et son soutien diplomatique. Après une rencontre avec le Représentant spécial/Chef de l'UNOCA, ils ont exprimé leur satisfaction par rapport à la grande attention qu'il accorde à cette question (LRA), notamment dans le cadre de la coordination des efforts des Nations Unies.

## 24 octobre : le « Gabon Emergent » au cœur de la Journée des Nations Unies



Au Gabon, la célébration de la 68e Journée des Nations Unies, jeudi 24 octobre, au Ministère Affaires étrangères, a été marquée, entre autres, par la lecture du message du Secrétaire général de l'ONU. Le texte, qui a été lu par M. Abou Moussa, son Représentant spécial pour l'Afrique centrale, invite les uns et les autres à prendre « l'engagement de respecter les idéaux fondateurs de l'Organisation et d'œuvrer ensemble pour la paix, le développement et le respect des droits de l'homme ». L'allocution de M. Dominique Guy Noël Nguïeno, Ministre délégué auprès du Ministre des

social bâti autour du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE). Il a rendu hommage aux différentes agences onusiennes pour leur « appui multi-forme ».

### Cadre de travail mixte

« Pour une meilleure lisibilité de l'action du Système des Nations Unies dans notre pays, et de son soutien à la mise en œuvre du PSGE, notre



collaboration devrait se doter d'un cadre de travail mixte permettant d'évaluer à intervalles réguliers, les avancées réalisées », a suggéré le Ministre délégué, après avoir rappelé les fondations et les piliers de l'émergence : le développement durable, la gouvernance, la valorisation du capital humain, les stratégies de croissance (Gabon vert, Gabon industriel et Gabon des services), la répartition équitable des richesses.

L'exposé de M. Pacôme Moubélet-Boubeya, Secrétaire général du Gouvernement et Coordonnateur du Bureau de coordination, du suivi et d'évaluation du PSGE, a davantage éclairé l'auditoire sur les enjeux de ce projet. Mme Marie-Evelyne Petrus-Barry, Coordonnatrice résidente du Système des Nations Unies et Représentante résidente du PNUD, a réitéré la disponibilité de l'ONU à accompagner cette politique. Elle a saisi cette occasion pour revenir sur la participation active du Système à l'amélioration des conditions de vie des populations. Les missions de chaque entité onusienne opérant au Gabon ont été rappelées pour mieux situer le niveau de cette contribution.

A l'issue des débats qui ont suivi ces interventions, les participants ont visité une exposition riche en sons, en couleurs et surtout en informations sur la vie des Nations Unies au Gabon (Cf. page 8). Les autorités avaient commencé les activités de la 68e Journée dès le 22 octobre avec une « Caravane éducative » organisée par le Ministère des Affaires étrangères (Voir page 9).

Affaires étrangères, a mis en lumière les efforts du Gabon dans ces domaines ainsi que la contribution de l'ONU dans la concrétisation du projet

## 68E JOURNÉE DES NATIONS UNIES | UNE EXPOSITION BIEN STRUCTURÉE



A l'occasion de la 68e Journée des Nations Unies, le Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale, de la Francophonie, chargé du NEPAD et de l'Intégration régionale, M. Emmanuel Issoze-Ngondet, a dirigé une exposition donnant un aperçu clair du travail important que mènent les 246 fonctionnaires nationaux et internationaux de l'ONU en poste au Gabon. Outre les officiels du Gouvernement, des membres du corps diplomatique et des organisations internationales ainsi que le grand public ont visité avec intérêt les stands des Agences, Programmes, Fonds, et Mission politique qui ont pris part à cette fête populaire : UNOCA, PNUD, FAO, UNESCO, ONUSIDA, FNUAP, UNICEF, HCR, OMS...

Comme l'année dernière, le stand de l'UNOCA, qui avait fière allure, a reçu un nombre important de visiteurs. Le jeu-concours expérimenté lors de la 67e édition a été reconduit avec le même succès. Cet exercice a permis de noter que le public a une parfaite connaissance des Nations Unies ainsi que de l'UNOCA dont il reconnaît par ailleurs le rôle primordial dans la promotion de la paix et de la sécurité dans la sous-région. Polos, casquettes, clés US, CD, porte-clés, fanions, etc ont été distribués aux participants qui ont aussi manifesté un grand intérêt pour nos différentes publications, en particulier *Les Echos de la Cité*. Notre liste de diffusion a été actualisée pour permettre à ceux qui ont laissé leur courriel de recevoir désormais cette newsletter.



**68E JOURNÉE DES NATIONS UNIES | DES FUTURS DIPLOMATES EN VISITE A L'UNOCA**

**D**ans le cadre de la célébration de la 68e Journée des Nations Unies le 24 octobre, une vingtaine d'élèves de la section Diplomatie de l'Ecole nationale d'administration (ENA) et de l'Ecole de préparation aux carrières administratives (EPCA) de Libreville conduits par l'Ambassadeur Alfred Mougara Moussotsi, Directeur général des Affaires étrangères, ont effectué une visite au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), mardi 22 octobre. Pendant plus de deux heures, ces futurs diplomates ont été édifiés sur les activités de cette institution inaugurée le 2 mars 2011 à la Cité de la Démocratie. Un exposé suivi d'échanges leur a permis de cerner le contexte de sa création ainsi que ses missions, ses priorités et son fonctionnement. Ils ont touché du doigt les réalités de la vie quotidienne en faisant le tour des différentes Sections, notamment le Bureau du Représentant spécial, le Service d'Appui à la mission, l'Unité de l'Information publique, la Section politique, etc.

Les élèves de l'ENA et de l'EPCA ont également suivi avec attention les conseils du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA, M. Abou Moussa, qui a par ailleurs partagé avec eux sa longue expérience de fonctionnaire international. Il a également répondu à des questions spécifiques sur l'actualité de la sous-région, en particulier celle relative à la situation préoccupante en République centrafricaine.

**Les ballons, le football et la paix**

Avant de quitter les locaux de l'UNOCA, M. Abou Moussa a remis à l'Ambassadeur Alfred Mougara Moussotsi, deux ballons pour « Note verbale FC », l'équipe de football du Ministère des Affaires étrangères. Il a précisé que ces ballons avaient été offerts à l'UNOCA par la Confédération africaine de football (CAF) avec laquelle son Bureau a scellé un partenariat en novembre 2012 afin d'utiliser le sport-roi comme outil de promotion de la paix et de la sécurité en Afrique centrale. Il a également exprimé sa gratitude au Ministère des Affaires étrangères,

qui a initié la visite guidée du 22 octobre.

L'Ambassadeur Alfred Mougara Moussotsi a exprimé sa reconnaissance par rapport à ce geste et à la qualité des informations reçues, après avoir rappelé le rôle important de l'UNOCA dans la diplomatie préventive en Afrique centrale. Le



Directeur général des Affaires étrangères, qui a signé le livre d'or de l'UNOCA, a aussi salué tous ceux qui avaient soutenu la demande des Etats de la CEEAC pour la mise en place de ce Bureau.

Les élèves de l'ENA et de l'EPCA ont également visité le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) situé derrière le Palais de Justice.



## Le Chef de l'UNOCA et le Secrétaire général de la CEEAC passent en revue les dossiers d'intérêt commun



**M**M. Ahmad Allam-mi, Secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), et Abou Moussa, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), ont eu une séance de travail mardi 29 octobre. La rencontre, qui a eu lieu au siège de l'UNOCA (Cité de la Démocratie), a notamment permis d'échanger des informations sur la situation de la République Centrafricaine (RCA), et en particulier le rôle des différents partenaires internationaux, régionaux et sous-régionaux dans la recherche d'une solution durable à la crise qui déstabilise le pays depuis bientôt un an.

M. Ahmad Allam-mi a fait le point sur la mise en place de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA). Dans cette perspective, il a évoqué la participation de la CEEAC à la mission d'évaluation récemment déployée en RCA par les Nations Unies.

M. Abou Moussa a saisi cette occasion pour saluer les actions que mène la CEEAC, en étroite collaboration avec l'Union africaine, pour favoriser le retour à la paix et à la sécurité en RCA. Il a renouvelé le soutien des Nations Unies à ces efforts régionaux, insistant sur la nécessité « d'agir vite », compte tenu des souffrances des populations civiles et de l'impact de la crise sur les pays de l'Afrique centrale partageant la même frontière avec la RCA.

Le Chef de l'UNOCA et le Secrétaire général de la CEEAC ont également évoqué l'urgence de maintenir la mobilisation contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), dont les activités affectent la République démocratique du Congo (RDC), la RCA, le Soudan du Sud et l'Ouganda.

Les avancées dans la mise en œuvre des résolutions du Sommet de Yaoundé sur la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée, la préparation de la 37<sup>e</sup> réunion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC) prévue du 9 au 13 décembre à Ndjamena (Tchad), l'implication de la CEEAC dans le séminaire régional de

sensibilisation des journalistes d'Afrique centrale sur les enjeux liés à la paix, à la sécurité et aux droits de l'homme (26-28 novembre, Douala, Cameroun), font partie des autres dossiers abordés par MM. Ahmad Allam-mi et Abou Moussa. Ce séminaire est conjointement organisé par l'UNOCA et le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD-



AC).

MM. Ahmad Allam-mi et Abou Moussa se sont engagés à poursuivre les consultations sur la situation socio-politique et sécuritaire de la sous-région, conformément au cadre de coopération signé entre la CEEAC et l'UNOCA le 3 mai 2012.

## UNOCA à la 3<sup>e</sup> Consultation régionale pour la gestion des catastrophes en Afrique centrale



Le Représentant spécial du SG/ONU et Chef de l'UNOCA a été chaleureusement accueilli le 22 octobre par les participants à la 3<sup>e</sup> Consultation régionale pour la gestion des catastrophes en Afrique centrale organisée à Libreville par OCHA et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix rouge et du Croissant rouge, avec l'appui du Gouvernement gabonais. Il les a entretenus sur les causes des migrations internes et externes dans la sous-région, en insistant sur la nécessité de mettre en place et de renforcer les mécanismes de prévention. M. Abou Moussa a souligné que le « mieux vivre » fait partie des solutions à ce phénomène dont il a par ailleurs rappelé l'historique et l'impact sur le développement socio-économique.

UNOCA avait déjà participé à la 2<sup>e</sup> Consultation, toujours à Libreville, du 11 au 12 juin 2012. La 4<sup>e</sup> Consultation régionale aura lieu à Bujumbura en 2014. Elle permettra d'évaluer les premiers pas du Comité de pilotage créé lors de la session librevilloise pour assurer la coordination et l'exécution du Plan d'Action de Yaoundé.

## Genre et processus de médiation inclusive : M. Moussa à un séminaire de haut niveau à Helsinki

M. Abou Moussa, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de l'UNOCA, a participé, du 08 au 10 octobre derniers à Helsinki (Finlande), à un séminaire de haut niveau sur le Genre et les processus de médiation inclusive.

Organisé en partenariat avec le *Peace Research Institute Oslo* (PRIO) et le *Crisis Management Institute* (CMI), ce séminaire, qui était destiné aux Envoyés spéciaux, médiateurs et experts en médiation, a permis de sensibiliser les participants sur l'importance de la participation effective des femmes aux processus de médiation ainsi que de la nécessité de renforcer leurs capacités dans ce domaine.

Plusieurs personnalités du monde politique, scientifique et religieux ont pris part à cette rencontre, dont M. Oscar Fernandez-Taranco, Sous-Secrétaire général des Nations Unies chargé du Département des Affaires politiques ; John Cardinal Onaiyekan, Archevêque d'Abuja (Nigeria), Mme Elisabeth Rehn, ancienne ministre finlandaise de la Défense (qui a été aussi Représentante spéciale du Secrétaire générale de l'ONU en Bosnie Herzégovine), Mme Hasmik Egian, Cheffe de Cabinet à la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (UNSOM), etc.



## 37E REUNION DE L'UNSAC : UNE MISSION ETAIT A NDJAMENA

**M**amady Kouyate (Chef de la Section politique) et James Aji (Conseiller politique), ont effectué une mission à Ndjamena (Tchad), du 7 au 11 octobre, afin de faire le point des préparatifs de la 37e réunion ministérielle du Comité consultatif des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC) prévue du 9 au 13 décembre dans la capitale tchadienne.

Des séances de travail avec les autorités gouvernementales et les collègues du Système des Nations Unies ont permis de faire un tour d'horizon des besoins nécessaires à la bonne tenue de cet événement biennuel. Ils ont obtenu des garanties que toutes les dispositions seront prises dans ce sens.

La 36<sup>e</sup> réunion de l'UNSAC a eu lieu en août à Kigali (Rwanda). L'UNOCA en assure le Secrétariat depuis mai 2011.

## AGENDA

**18-20 NOVEMBRE, ABUJA, NIGERIA** : Réunion des experts onusiens ainsi que de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Commission du Golfe de Guinée (CGG) suivie de celle des Amis du Golfe de Guinée. La rencontre a pour but de poursuivre les réflexions sur la mise en œuvre des résolutions du Sommet de Yaoundé sur la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée. L'UNOCA y sera représenté par le Colonel François Ndiaye, Conseiller militaire et Point focal pour la Sécurité maritime.

**20 NOVEMBRE, NEW YORK, USA** : Présentation, au Conseil de sécurité, du quatrième rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur les activités de l'UNOCA et sur les zones affectées par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Le Représentant spécial y sera accompagné par Sherwin Das, Conseiller politique.

**26-28 NOVEMBRE, DOUALA, CAMEROUN** : Séminaire de sensibilisation des journalistes de l'Afrique centrale sur le thème « Education à la paix et aux droits de l'homme ». Activité organisée par l'UNOCA et le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD-AC), basé à Yaoundé.

### Une mission à Sao Tome et Principe

Une mission de l'UNOCA a séjourné à Sao Tome et Principe du 21 au 25 octobre 2013. L'équipe, composée de James Aji (Conseiller politique) et du Colonel François Ndiaye (Conseiller militaire), a eu des consultations avec des autorités gouvernementales, des responsables de la société civile, des membres du corps diplomatique et des organisations internationales ainsi que des dirigeants politiques et des collègues du Système des Nations Unies.

La mission, qui a été effectuée à la demande du Premier ministre santoméen, M. Gabriel Arcanjo Ferreira Da Costa, a permis d'évaluer la situation politique du pays et d'apprécier son rôle dans la consolidation de la paix en Afrique centrale.



### ARRET SUR IMAGE



**24 octobre, Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération internationale, de la Francophonie, chargé du NEPAD et de l'Intégration régionale** : retrouvailles chaleureuses entre son Excellence Hisham Fathy Mohamed Mostafa, nouvel Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Arabe d'Egypte près la République gabonaise et M. Abou Moussa, Représentant special du SG/ONU pour l'Afrique centrale. Echanges en toute convivialité en marge de la 68e Journée des Nations Unies. Les deux personnalités s'étaient déjà rencontrées la veille, à la Cité de la Démocratie, lors de la visite de courtoisie et de prise de contact de l'Ambassadeur Hisham Fathy Mohamed Mostafa à UNOCA.

**LUTTE CONTRE LA PIRATERIE MARITIME | DES AVANCEES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE REGIONALE**



De gauche à droite : MM. Abou Moussa (UNOCA), Said Djinnit (UNOWA), Kadré Ouédraogo (CEDEAO) et Mme Florentina Adenike Ukonga (CGG) © UNOWA

la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Commission du Golfe de Guinée (CGG) se sont réunies, avec l'appui des Nations Unies, le 26 octobre à Dakar, pour discuter de la mise en œuvre de la stratégie régionale sur la sûreté et la sécurité maritimes dans le Golfe de Guinée.

« Les fléaux que constituent la piraterie, le terrorisme, l'extrémisme, et le grand banditisme en mer, ainsi que d'autres actes de criminalité organisée, dirigés contre notre domaine maritime commun, s'ajoutent à d'autres facteurs et constituent une menace pour notre sécurité collective. Notre présence aujourd'hui est une illustration claire de notre engagement à relever ces défis dans l'intérêt collectif de nos différentes régions », a déclaré M. Kadré Désiré Ouédraogo, qui a présidé la réunion. Celle-ci a débouché sur la création d'un groupe de travail interrégional en charge de concevoir les outils de coopération et de coordination, pour lequel elles ont adopté les termes de référence, le budget et le plan de travail 2013-2014. Ce groupe aura, entre autres, pour mission de faciliter la mise en place d'un Centre Interrégional de Coordination (CIC) dont le siège sera basé au Cameroun.

**Appui continu des Nations Unies**

Organisée par la CEDEAO, avec l'appui du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA), la conférence de Dakar a réuni M. Kadré Désiré Ouédraogo, Président de la Commission de la CEDEAO, le Général Pierre Garcia Babouma, Secrétaire général adjoint de la CEEAC, Mme Florentina Adenike Ukonga, Secrétaire exécutive adjointe de la CGG, M. Said Djinnit, Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) pour l'Afrique de l'Ouest et chef du Bureau de Nations

Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) et M. Abou Moussa, RSSG pour l'Afrique centrale et chef du Bureau régional de Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA). Les représentants des organisations partenaires, des agences des Nations Unies et du Cameroun, pays hôte du CIC, étaient aussi présents.

La rencontre de Dakar s'inscrivait dans le cadre du suivi des décisions du Sommet sur la sûreté et sécurité maritimes dans le Golfe de Guinée qui s'est tenu à Yaoundé du 24 au 25 juin 2013. Au cours de ce sommet, les chefs d'Etat et de gouvernement des trois organisations avaient adopté les documents posant les bases d'une stratégie intégrée et ce, en réponse à la requête du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Dans ce processus, les organisations régionales sont appuyées par les Nations Unies à travers l'UNOCA et l'UNOWA, en vertu des résolutions 2018 (2011) et 2039 (2012). Celles-ci demandent au Secrétaire général de l'ONU de soutenir l'élaboration d'une stratégie régionale commune de lutte contre la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée. M. Ban Ki-moon a personnellement encouragé les Etats membres de la région à signer et à mettre en œuvre le Code de conduite sur la prévention et la répression des actes de piraterie, des vols à main armée à l'encontre des navires et des activités maritimes illicites en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il a lancé un appel aux partenaires bilatéraux, régionaux et internationaux à fournir les ressources nécessaires.

**Source : D'après un communiqué de presse du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA)**



**GOLFE DE GUINEE : UNE DELEGATION DE L'OMI EN VISITE A L'UNOCA**

Le 21 octobre, le Représentant spécial et Chef de l'UNOCA a eu une séance de travail avec une délégation de l'Organisation maritime internationale (OMI) composée de Mme Salma Hassam (Chargée des projets pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre) et M. Gilles Capelle (Consultant). Les échanges ont essentiellement porté sur la contribution de l'OMI à la promotion de la sécurité maritime dans la région.

La délégation de l'OMI qui a rendu visite à l'UNOCA était à Libreville dans le cadre de l'exercice sur table organisé par l'Autorité maritime du Gabon du 22 au 23 octobre.



## Ludovico Capito, nouveau patron de la Sécurité

M. Ludovico Capito, de nationalité portugaise, est le nouveau Responsable de la Sécurité du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale. Dans son pays, où il a été fonctionnaire, il a servi comme instructeur de tir à l'académie de police de Lisbonne et formateur au sein de la "SWAT", une unité d'élite de la police portugaise.

Ludovico a également une expérience exaltante de certains théâtres d'opérations des Nations Unies. En 1998, il a travaillé comme Conseiller du commandant de la police locale à Modrica (région de Dobo) au sein de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine

(MINUBH). Un an plus tard, en 1999, il faisait partie des officiers envoyés à Pristina, au Kosovo, pour mettre en place l'unité de police de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (UNMIK). Il a également rempli des fonctions importantes à la Mission des Nations Unies au Timor oriental (MINUTO) où, en 2006, il a été chef du personnel à l'enclave timoraise d'Oecusse.

M. Ludovico Capito occupe le fauteuil laissé par le Canadien Daniel Berube, qui jouit désormais d'une retraite paisible et mérité dans son pays.



## Ephraïm Macumi, Responsable IT

M. Ephraïm Macumi est le nouveau Responsable de l'Informatique et des Télécommunications, un des secteurs clés dépendant du Service d'appui à la mission. Arrivé à Libreville le 1<sup>er</sup> novembre, ce jeune burundais s'est vite adapté à son nouvel environnement social et professionnel. Il est en effet armé d'une quinzaine d'années d'expérience dans la gestion des systèmes et réseaux informatiques. Il a fait ses preuves dans des entreprises privées et des Organisations non gouvernementales avant de rejoindre l'ONU en 2004. Il a notamment travaillé au Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB/ Décembre 2004 - Septembre 2009), à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (UNAMA/Septembre 2009 - Janvier 2011) et à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL/ Janvier 2011- Novembre 2013), son dernier poste.

M. Ephraïm Macumi remplace Stephen Ogunyebi Olutope, parti à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).



## UNOWA : Etienne Diatta était à UNOCA

Etienne Diatta, du Service des Finances du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'ouest (UNOWA), était parmi nous du 5 au 26 octobre. Il a apporté une assistance remarquable aux collègues du Budget et des Finances, en particulier dans la mise à jour du logiciel « Sun System & Business » (gestion financière) et de certaines opérations comptables.

Après trois semaines studieuses, Etienne est retourné à Dakar en laissant le souvenir d'un professionnel affable, disponible et sympathique. « Mon séjour a été un *challenge*. La réussite de ma mission a été possible grâce au soutien de tous et à l'esprit d'équipe que j'ai beaucoup apprécié », a confié Etienne. A bientôt !



Une publication de l'Unité de l'Information publique

Conception et réalisation : **Norbert N. Ouendji**  
 Courriel : [ouendji@un.org](mailto:ouendji@un.org) cc : [piunoca@un.org](mailto:piunoca@un.org)  
 Tél. Bur. +(241) 01 74 14 01 - Mob. +(241) 05 72 23 23  
 Web: <http://unoca.unmissions.org>  
[twitter.com/UNOCA\\_NEWS](https://twitter.com/UNOCA_NEWS)  
 B.P : 23773 Libreville, Gabon

